

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 94

14 janvier 2008

SOMMAIRE

Adaptec Luxembourg S.à r.l.	4510	Malloru Ventures S.A.	4491
AIPP Pooling I S.A.	4493	Metalica S.A.	4504
Bourkel, Pavon & Partners S.A.	4491	MMA INT S.A.	4504
Cadu S.à r.l.	4509	Neways Intermediate Holdings S.à r.l. ...	4512
Carbo Luxembourg Holding S.A.	4510	NEW-DEAL Invest S.A.	4466
Chandra Invest S.A.	4466	Orion One S.A.	4510
Commercial Investment Alicante S.à r.l.	4483	Pegasus Management Holdings	4472
Denia S.A.H.	4475	Petroleum Services S.A.	4511
Design Metal S.A.	4492	Pipe and Pile International S.A.	4475
D'Rollenger Kleederkescht S.à r.l.	4511	Prax Capital III, S.C.A., SICAR	4492
EUROP ASSETS Holding S.A.	4466	Providence Luxembourg S.à r.l.	4512
EUROP ASSETS Holding S.A.	4492	RE Investments S.à r.l.	4469
European Forest Resources (UK) S.à r.l.	4508	Rosetabor S.à r.l.	4512
Galerie d'Art Recto Verso S.à r.l.	4503	SEB Global Invest 15 - SICAV - FIS	4492
Ganesh S.A.	4475	SEB Marell Rendite 12 - SICAV - FIS	4493
Gurung S.à r.l.	4504	Sofirata S.A.	4509
Hellas Telecommunications (Luxem- bourg) II	4491	S-Process Equipment International S. à r.l.	4491
Hobbit Investment	4495	Strewilux s.à r.l.	4511
H.R.O.	4501	Tancrede S.A.	4495
H.R.O.	4512	Truth 1 S.à r.l.	4505
HSH Global Aircraft I S.à r.l.	4490	Truth 1 S.à r.l.	4509
La Grande Blanche S.à r.l.	4496	Truth 2 S.à r.l.	4499
Lou Paradou S.A.	4475	Truth 2 S.à r.l.	4509
Luxembourg Telecom S.A.	4511	United Consumer Media Holdings S.à r.l.	4510
Lybra Holdings S.à r.l.	4493	Vesalius Biocapital Partners S.à r.l.	4496
		Wollars S.A.	4467

EUROP ASSETS Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 17, rue de Tondeurs.
R.C.S. Luxembourg B 104.068.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002038/1750/12.

Enregistré à Diekirch, le 13 décembre 2007, réf. DSO-CL00155. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070173309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

NEW-DEAL Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 105.542.

Le bilan au 31 décembre 2006 et les documents y relatifs ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002060/317/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL04024. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Chandra Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 53.411.

DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société LARIS FIDUCIARIA, R.C.S. Lugano n ° CH-514.3.004.382-6, avec siège social au 3, Via Greina, CH-6900 Lugano, Suisse,

ici dûment représentée par Madame Annie Swetenham, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 8 octobre 2007.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme CHANDRA INVEST S.A. (ci-après la «Société»), avec siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 53.411, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 19 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 120 du 9 mars 1996.

Les statuts de ladite Société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 mars 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 939 du 20 juin 2002.

- Que le capital social est fixé à trente et un mille cinq cents euros (31.500,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Sur ce, la mandataire de la comparante a présenté au notaire trois certificats d'actions au porteur numéros 3, 4 et 5 lesquels ont immédiatement été lacérés.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société CHANDRA INVEST S.A.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à six cent cinquante euros (650,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Swetenham, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2007, Relation GRE/2007/5541. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008001949/231/55.

(070173285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Wollars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 79.548.

In the year two thousand and seven, on the thirtieth of November.

Before M^e Jean Seckler, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company («société anonyme») WOLLARS S.A., (the «Company»), with registered office in L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 79.548, incorporated pursuant to a deed of M^e Gérard Lecuit, then notary residing in Hesperange, on the 5th of December 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 538 of the 17th of July 2001,

and which articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of M^e Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, on the 1st of August 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2348 of the 18th of October 2007.

The meeting is presided by Mrs. Annie Swetenham, corporate manager, professionally residing in L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

The Chairman appoints as secretary Mrs. Virginie Dalstein, secretary, professionally residing in L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Stéphanie Birck, corporate executive, professionally residing in L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

The committee of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- 1) Change of the fiscal year to run henceforth from October 1st to September 30th of the following year.
- 2) Subsequent amendment of article 12 of the by laws.
- 3) Statement that the actual business year has begun on October 1st, 2007 and will end on September 30th, 2008.
- 4) Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are indicated on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders present or their proxy-holders, the members of the board of the meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the members of the committee of the meeting and the notary, will remain annexed to the present deed and will be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting states that, pursuant to the aforesaid deed dated August 1st, 2007 of the said notary Paul Frieders, including in particular a complete rewording of the bylaws, the business year of the Company has been erroneously fixed as beginning on January 1st and ending on December 31st of each year.

In order to rectify this mistake, the meeting decides to change the fiscal year of the company in order to run henceforth from October 1st to September 30th of the following year and to modify subsequently article 12 of the bylaws as follows:

« **Art. 12.** The business year of the Company begins on October 1st and ends on September 30th of the following year.»

Second resolution

The meeting states that the actual business year has begun on October 1st, 2007 and will end on September 30th, 2008.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at seven hundred Euros.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by an French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française de ce qui précède:

L'an deux mille sept, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WOLLARS S.A., (la «Société»), avec siège social à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 79.548, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, alors notaire de résidence à Hesperange, en date du 5 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 538 du 17 juillet 2001,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2348 du 18 octobre 2007.

L'assemblée est présidée par Madame Annie Swetenham, corporate manager, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Virginie Dalstein, secrétaire, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Stéphanie Birck, corporate executive, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1) Modification de l'année sociale qui courra désormais du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante.
- 2) Modification afférente de l'article 12 des statuts.
- 3) Constatation que l'année sociale actuelle a débuté le 1^{er} octobre 2007 et se terminera le 30 septembre 2008.
- 4) Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarant avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'est nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate que suite au prédit acte du 1^{er} août 2007 reçu par ledit notaire Paul Frieders, comprenant notamment une refonte complète des statuts, l'exercice social de la Société a été erronément fixé comme courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Afin de redresser cette erreur, l'assemblée décide de modifier l'année sociale de la société qui courra désormais du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante et de modifier en conséquence l'article 12 des statuts comme suit:

« **Art. 12.** L'année sociale de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.»

Deuxième résolution

L'assemblée constate que l'année sociale actuelle a commencé le 1^{er} octobre 2007 et se terminera le 30 septembre 2008.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à sept cents euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Swetenham, V. Dalstein, S. Birck, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 décembre 2007, Relation GRE/2007/5542. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008001940/231/127.

(070173696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

RE Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 115.577.

In the year two thousand seven, on twenty-seventh day of September.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

RUTLEY EUROPEAN PROPERTY HOLDINGS S.à r.l, a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 113.738 (the «Sole Shareholder»),

here represented Ms Anna-Kreetta Rantamaa, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of two proxies given on September 21, 2007 and one proxy given on September 24, 2007.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing party acting in her hereabove stated capacity and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual shareholder of RE INVESTMENTS S.à r.l, a société à responsabilité limitée unipersonnelle, incorporated by deed of the undersigned notary on the 7th day of April 2006, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1.250 on June 28, 2006. The Company's articles of association have been amended for the last time by deed of the undersigned notary on June, 25 2007, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1887 dated 5th day of September 2007 (the «Company»);

- that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the subscribed capital by an amount of three million one hundred and fifty-two thousand seven hundred and twenty-five Euros (3,152,725.- EUR) to bring it from its present amount of thirty-eight million nine hundred ten thousand five hundred and fifty Euros (38,910,550.- EUR) to the amount of forty-two million sixty-three thousand two hundred and seventy-five Euros (42,063,275.- EUR) by the issuance of one hundred and twenty-six thousand one hundred and nine (126,109) new shares with a par value of twenty-five euros (25.-EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated hereabove, declares to subscribe for the one hundred twenty-six thousand one hundred and nine (126,109) new shares and to have them fully paid up by contribution in kind of a certain, liquid and immediately payable claim held by RUTLEY EUROPEAN PROPERTY HOLDINGS S.à r.l., prenamed against the Company of a total amount of three million one hundred and fifty-two thousand seven hundred and twenty-five Euros (3,152,725.- EUR).

Second resolution

The sole shareholder decides to increase the subscribed capital by an amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) to bring it from its present amount of forty-two million sixty-three thousand two hundred and seventy-five Euros (42,063,275.- EUR) to the amount of forty-two million seventy-five thousand seven hundred and seventy-five Euros (42,075,775.- EUR) by the issuance of five hundred (500) new shares with a par value of twenty-five euros (25.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated hereabove, declares to subscribe for the five hundred (500) new shares and to have them fully paid up by contribution in kind of a certain, liquid and immediately payable claim held by the Sole Shareholder against the Company of a total amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR).

Third resolution

The Sole Shareholder decides to increase the subscribed capital by an amount of twenty-two million two hundred and fourteen thousand three hundred and fifty Euros (22,214,350.- EUR) to bring it from its present amount of forty-two million seventy-five thousand seven hundred and seventy-five Euros (42,075,775.- EUR) to the amount of sixty-four million two hundred and ninety thousand one hundred and twenty-five Euros (64,290,125.- EUR) by the issuance of eight hundred and eighty-eight thousand five hundred and seventy-four (888,574) new shares with a par value of twenty-five euros (25.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated hereabove, declares to subscribe for the eight hundred eighty-eight thousand five hundred seventy-four (888,574) new shares and to have them fully paid up by contribution in kind of a certain, liquid and immediately payable claim held by the Sole Shareholder against the Company of a total amount of twenty-two million two hundred fourteen thousand three hundred and fifty Euros (22,214,350.- EUR).

Evidence of the contributions' existence and value

The existence and the value of the said claims have been certified to the undersigned notary by one certificate issued by the management of RE INVESTMENTS S.à r.l. to which interim balance sheets as per September 21, 2007 and September 24, 2007 are attached.

Such certificate, after signature *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing party acting in her hereabove stated capacity and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder decides to amend article 5 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

« **Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at sixty-four million two hundred and ninety thousand one hundred and twenty-five Euros (64,290,125.- EUR) divided into two million five hundred and seventy-one thousand six hundred and five (2,571,605) shares with a nominal value of twenty-five euro (25.- EUR) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed is approximately two hundred and sixty thousand Euros (EUR 260,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the attorney in fact of the appearing party acting in her hereabove stated capacity, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

RUTLEY EUROPEAN PROPERTY HOLDINGS S.à r.l, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.738 (l'«Associé Unique»), ici

représentée par Mademoiselle Anna-Kreetta Rantamaa, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations datées du 21 septembre 2007 et une procuration du 24 septembre 2007.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société RE INVESTMENTS S.à r.l, société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 7 avril 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1.250 du 28 juin 2006. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 25 juin 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 1887 daté du 5 septembre 2007 (la «Société»).

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois millions cent cinquante-deux mille sept cent vingt-cinq Euros (3.152.725,- EUR) pour porter son montant actuel de trente-huit millions neuf cent dix mille cinq cent cinquante euros (38.910.550,- EUR) à quarante-deux millions soixante-trois mille deux cent soixante-quinze Euros (42.063.275,- EUR) par l'émission de cent vingt-six mille cent neuf (126.109) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare souscrire les cent vingt-six mille cent neuf (126.109) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant un apport consistant en une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Associé Unique en faveur de la Société d'un montant total de de trois millions cent cinquante-deux mille sept cent vingt-cinq Euros (3.152.725,- EUR).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) pour porter son montant actuel de quarante-deux millions soixante-trois mille deux cent soixante-quinze Euros (42.063.275,- EUR) à quarante-deux millions soixante-quinze mille sept cent soixante-quinze Euros (42.075.775,- EUR) par l'émission de cinq cents (500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare souscrire les cinq cents (500) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Associé Unique en faveur de la Société d'un montant total de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR).

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt-deux millions deux cent quatorze mille trois cent cinquante Euros (22.214.350,- EUR) pour porter son montant actuel de quarante-deux millions soixante-quinze mille sept cent soixante-quinze Euros (42.075.775,- EUR) à soixante-quatre millions deux cent quatre-vingt-dix mille cent vingt-cinq Euros (64.290.125,- EUR) par l'émission de huit cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent soixante-quatorze (888.574) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'associé unique déclare souscrire huit cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent soixante-quatorze (888.574) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Associé Unique en faveur de la Société d'un montant de vingt-deux millions deux cent quatorze mille trois cent cinquante Euros (22.214.350,- EUR).

Preuve de l'existence et de la valeur des apports

L'existence et la valeur des créances ont été certifiées au notaire instrumentant au moyen d'un certificat issu par la gérance de la Société, auxquels un bilan intérimaire arrêté au 21 septembre 2007 et un bilan intérimaire arrêté au 24 septembre 2007 sont annexés.

Ce certificat, après signature ne varietur par la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique déclare modifier l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à soixante-quatre millions deux cent quatre-vingt-dix mille cent vingt-cinq Euros (64.290.125,- EUR) divisé en deux millions cinq cent soixante et onze mille six cent cinq (2.571.605) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible est distribuable.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ deux cent soixante mille Euros (260.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: A.-K. Rantamaa, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2007, LAC/2007/29173. — Reçu 253.795,75 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 décembre 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2008001936/202/164.

(070173732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Pegasus Management Holdings, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 64.001.

In the year two thousand and seven, on the thirtieth of October.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary meeting of the shareholders of PEGASUS MANAGEMENT HOLDINGS (hereinafter the «Company»), a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of

Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 64.001, having its registered office at 22, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed dated 26 March 1998, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 484 dated 1st July 1998. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of the undersigned notary dated 2 March 2005, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 755 dated 28 July 2005.

The meeting is presided by Mr François Deprez, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Elena Caimi, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Jean-Jacques Josset, employee, residing in Luxembourg.

The chairman declares and requires the notary to act and the meeting agrees that:

- the shareholders present or represented and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes and duly signed by the proxies of the shareholders represented and the board of the meeting;
- pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive any notice requirements;
- the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda:

- 1) Modification of the Company's current financial year so that it ends on the thirtieth of September instead of the thirty-first of October 2007.
- 2) Modification of the Company's subsequent financial years so that they begin on the first of October and end on the thirtieth of September of the following year.
- 3) Subsequent amendment of the third paragraph of article 19 of the articles of incorporation of the Company.
- 4) Subsequent amendment of article 20 of the articles of incorporation of the Company.
- 5) Miscellaneous.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to modify the Company's current financial year so that it ends on the thirtieth of September 2007 instead of the thirty-first of October 2007.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to modify the Company's subsequent financial years so that they begin on the first of October and end on the thirtieth of September of the following year.

Third resolution

The general meeting of shareholders decides to amend the third paragraph of article 19 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

«The annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the first Tuesday of March at 3.00 pm.»

Fourth resolution

The general meeting of shareholders decides to amend article 20 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 20.** The Company's year commences on the first of October and ends on the thirtieth of September of the following year.»

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société PEGASUS MANAGEMENT HOLDINGS (la «Société»), une société en commandite par actions, constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 64.001, ayant son siège social au 22, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par

acte notarié le 26 mars 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 484 du 1^{er} juillet 1998. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié du notaire soussigné le 2 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 755 du 28 juillet 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître François Deprez, avocat, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Elena Caimi, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Jacques Josset, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter et l'assemblée reconnaît:

- que tous les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal et dûment signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau;

- qu'en vertu de la liste de présence, l'intégralité du capital social est présent ou représenté et tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir été avisés et avoir eu connaissance de l'agenda avant l'assemblée, et acceptent de renoncer aux formalités de convocation;

- que la présente assemblée a été dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'agenda suivant:

Agenda:

1) Modification de l'exercice social de la Société en cours afin qu'il se termine le trente septembre au lieu du trente et un octobre 2007.

2) Modification des exercices sociaux suivants de la Société afin qu'ils commencent le premier octobre et se terminent le trente septembre de l'année suivante.

3) Modification subséquente du troisième alinéa de l'article 19 des statuts de la Société.

4) Modification subséquente de l'article 20 des statuts de la Société.

5) Divers.

L'assemblée générale extraordinaire, après délibération, décide à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'exercice social de la Société en cours afin qu'il se termine le trente septembre 2007 au lieu du trente et un octobre 2007.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier les exercices sociaux suivants de la Société afin qu'ils commencent le premier octobre et se terminent le trente septembre de l'année suivante.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le troisième alinéa de l'article 19 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou dans tout autre lieu à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier mardi du mois de mars à 15.00 heures.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 20 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 20.** L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois d'octobre et se termine le trente septembre de l'année suivante.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes connus du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuels, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Deprez, E. Caimi, J.-J. Josset, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 novembre 2007. Relation: EAC/2007/13600. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001758/239/115.

(070173553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Ganesh S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 28.315.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008002085/1023/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03331. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Lou Paradou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 114.244.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz
Administrateur

Référence de publication: 2008002091/1023/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03360. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

**Pipe and Pile International S.A., Société Anonyme,
(anc. Denia S.A.H.).**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 67.266.

Im Jahre zwei tausend sieben, den elften Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft DENIA S.A.H., mit Sitz in L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 67.266, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Emile Schlessler, mit Amtssitz in Luxemburg, am 24. November 1998, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 78 vom 8. Februar 1999.

Den Vorsitz der Versammlung führt Frau Sophie Batardy, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Nathalie Berger, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung bestellt als Stimmenzähler Herr Nico Hansen, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorstand der Versammlung war damit konstituiert und die Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1) Aufgabe des Statuts einer Holdinggesellschaft und dessen steuerlichen Bestimmungen und Umwandlung in eine Finanzbeteiligungsgesellschaft durch folgende Abänderung des Gesellschaftszweckes:

«Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen, Produktion und Vertrieb von Gussprodukten für Rohrleitungen inklusive Zubehör sowie weitere Produkte der Industrie- und Bauwirtschaft, Entwicklung neuer Märkte, insbesondere im CEE-Raum.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.»

- 2) Abänderung der Gesellschaftsbezeichnung in PIPE AND PILE INTERNATIONAL S.A.
- 3) Abschaffung des Nominalwertes der Aktien. Beschränkung auf Inhaberaktien
- 4) Umwandlung des Kapitals von LUF in EUR.
- 5) Erhöhung und Einzahlung des Gesellschaftskapitals von 13,31 EUR, um es von 30.386,69 EUR auf 31.000,- EUR zu bringen, ohne Ausgabe neuer Aktien.
- 6) Volle Einzahlung der Kapitalerhöhung.
- 7) Umtausch der 1.250 bestehenden Aktien ohne Nominalwert gegen 310 Aktien mit einem Nominalwert von je 100,- EUR.

8) Festlegung für eine Dauer von fünf Jahren eines genehmigten Kapitals von 30.000.000,- EUR.

9) Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft, um:

- den gemäß den vorhergehenden Tagesordnungspunkten gefassten Beschlüssen Rechnung zu tragen, und
- die Statuten den gesetzlichen Bedingungen einer Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat anzupassen.

10) Einführung eines Vorstandes und eines Aufsichtsrats.

11) Statutarische Ernennungen.

12) Verschiedenes.

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet, dieser Urkunde beigegeben wird, um mit derselben einregistriert zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann hat die Generalversammlung, nach eingehender Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt:

- die bestehende Holdinggesellschaft in eine Finanzbeteiligungsgesellschaft umzuwandeln,
- dementsprechend den Gesellschaftszweck abzuändern und für demselben den in der Tagesordnung unter Punkt 1 angegebenen Wortlaut anzunehmen, und
- die Gesellschaftsbezeichnung PIPE AND PILE INTERNATIONAL S.A. abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt:

- den Nominalwert der 1.250 Aktien abzuschaffen;
- das Gesellschaftskapital von 1.250.000,- LUF in 30.986,69 EUR umzuwandeln, basierend auf dem Wechselkurs von 40,3399 LUF = 1,-EUR;
- das Gesellschaftskapital um den Betrag von 13,31 EUR zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Betrag von 30.386,69 EUR auf 31.000,- EUR zu bringen, ohne Ausgabe neuer Aktien;
- die 1.250 bestehenden Aktien ohne Nominalwert gegen 310 Aktien mit einem Nominalwert von je 100,- EUR umzutauschen
- für eine Dauer von fünf Jahren, ein genehmigtes Kapital von 30.000.000,- EUR festzulegen.

Die Generalversammlung stellt fest, dass die Einzahlung durch die Gesellschafter im Verhältnis ihrer jetzigen Beteiligung am Kapital erfolgte, sodass die Summe von dreizehn Komma ein und dreißig Euro (13,31 EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich feststellt.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt eine Neufassung der Satzungen um:

- den gemäß den vorhergehenden Tagesordnungspunkten gefassten Beschlüssen Rechnung zu tragen, und
- die Statuten den gesetzlichen Bedingungen einer Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat anzupassen.

Die Generalversammlung beschließt des Weiteren, dass die Statuten fortan folgenden Wortlaut haben werden:

Titel I. Name - Sitz - Zweck - Dauer - Kapital

Art. 1. Unter der Bezeichnung PIPE AND PILE INTERNATIONAL S.A. besteht eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechtes, welche den in Kraft befindlichen Gesetzen und insbesondere dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Vorstands können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss der Generalversammlung kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Innerhalb der Grenzen der Gemeinde kann der Sitz auch durch einfachen Beschluss des Vorstandes verlegt werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungsnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen, Produktion und Vertrieb von Gussprodukten für Rohrleitungen inklusive Zubehör sowie weitere Produkte der Industrie- und Bauwirtschaft, Entwicklung neuer Märkte, insbesondere im CEE-Raum.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt ein und dreissig tausend euros (31.000,- EUR), eingeteilt in drei hundert zehn (310) aktien mit einem nominalwert von ein hundert euro (100,- EUR) pro Aktie.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Das Gesellschaftskapital kann von seinem jetzigen Betrag auf Dreissig millionen euros (30.000.000,- EUR) heraufgesetzt werden durch die Schaffung und Ausgabe von neuen Aktien mit einem Nominalwert von EIN HUNDERT EURO (100,- EUR) pro Aktie.

Der Vorstand wird ermächtigt und beauftragt:

- diese Kapitalerhöhung zu tätigen, besonders die neuen Aktien in einer Gesamtausgabe, in Teilausgaben in Abständen oder fortlaufend auszugeben mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen, Umwandlung von Forderungen oder auch, nach Genehmigung durch die jährliche Hauptversammlung, mittels Einbeziehen von Gewinnen oder Reserven;
- den Ort und den Zeitpunkt der Gesamtausgabe oder der eventuellen einzelnen Teilausgaben, den Emissionspreis, sowie die Zeichnungs- und Einzahlungsbedingungen festzulegen;
- das Vorzugsrecht zur Zeichnung der Aktionäre bei der obengenannten Neuausgabe von Aktien mittels Einzahlung von Bareinlagen oder Sacheinlagen, aufzuheben oder einzuschränken.

Diese Ermächtigung ist gültig für eine Dauer von fünf Jahren, beginnend am Datum der Veröffentlichung der außerordentlichen Generalversammlung vom 11. Dezember 2007 und kann bezüglich der Aktien des genehmigten Kapitals welche bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht ausgegeben wurden, durch eine Hauptversammlung der Aktionäre erneuert werden.

Nach jeder durch den Vorstand durchgeführten und rechtmäßig beurkundeten Kapitalerhöhung wird der erste Abschnitt des vorliegenden Artikels entsprechend abgeändert. Dem Vorstand oder jeder dazu bevollmächtigten Person obliegt es, diese Änderung durch notarielle Urkunde bestätigen zu lassen.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die europäische Gesellschaft (SE), die Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat («société anonyme à directoire et conseil de surveillance») und die Einmannaktiengesellschaft («société anonyme unipersonnelle»). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als «Alleingesellschafter» bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel II. Vorstand

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Vorstand verwaltet, der seine Tätigkeiten unter der Kontrolle eines Aufsichtsrats ausführt.

Der Vorstand führt die Geschäfte der Gesellschaft nach Maßgabe des Gesetzes, der Satzung und der vom Aufsichtsrat für den Vorstand allfällig erlassenen Geschäftsordnung.

Art. 7. Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus mindestens zwei (2) Mitgliedern, die natürliche oder juristische Personen sein können, und die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Im Fall der Ernennung einer juristischen Person zum Vorstandsmitglied muss diese eine natürliche Person als ständigen Vertreter benennen, welche die Ausführung des Amtes der juristischen Person für diese wahrnimmt. Der ständige Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Verpflichtungen und ist in gleichem Maße verantwortlich, als ob er das Amt in eigenem Namen ausübte; er haftet gemeinsam mit der von ihm vertretenen juristischen Person für die Ausübung des Amtes.

Solange sämtliche Aktien der Gesellschaft von einem einzigen Aktionär gehalten werden oder solange das Aktienkapital der Gesellschaft niedriger als fünf hundert tausend Euro (500.000,- EUR) ist, kann eine einzelne natürliche oder juristische Person die Funktion des Vorstands wahrnehmen; diese Person trägt in diesem Fall den Titel des Alleinig Vorstandsmitglieds.

Die Mitglieder des Vorstands werden vom Aufsichtsrat, der den Vorstand nach den gesetzlichen und satzungsgemäßen Bestimmungen kontrolliert, bestellt und abberufen. In Abweichung hiervon werden die Mitglieder des ersten Vorstandes von der Generalversammlung berufen, die im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet. Die Abberufung eines Vorstandsmitglieds, das gleichzeitig Angestellter der Gesellschaft ist, hat nicht die Auflösung des Anstellungsvertrages zur Folge.

Der Aufsichtsrat legt die Anzahl der Vorstandsmitglieder sowie die Dauer ihrer jeweiligen Mandate fest. In Abweichung hiervon legt die Generalversammlung, die im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet, die Anzahl der Mitglieder des ersten Vorstandes sowie die Dauer ihrer jeweiligen Mandate fest. Die Vorstandsmitglieder können für eine Dauer von maximal sechs (6) Jahren ernannt werden. Ausscheidende Vorstandsmitglieder können erneut ernannt werden.

Scheidet während seiner Funktionsperiode ein Aufsichtsratsmitglied vorzeitig aus, so ist eine Ersatzwahl nur erforderlich, wenn die Anzahl der bestellten Aufsichtsratsmitglieder unter die gesetzliche Mindestanzahl gesunken ist. Die Funktionsdauer des als Ersatz bestellten Aufsichtsratsmitgliedes gilt für die restliche Funktionsdauer des ausgeschiedenen Aufsichtsratsmitglieds. Scheidet ein Vorsitzender oder dessen Stellvertreter aus und verfügt der Aufsichtsrat hiernach über mindesten 3 Mitglieder, ist unverzüglich aus der Mitte des Aufsichtsrates eine Ersatzwahl vorzunehmen.

Jedes Aufsichtsratsmitglied kann seine Funktion ohne wichtigen Grund unter Einhaltung einer einmonatigen Frist mittels eingeschriebenen Briefes, Fax oder E-Mail, welches mit einer dem Signaturgesetz entsprechenden elektronischen Signatur versehen ist, an den Vorsitzenden oder Stellvertreter des Vorsitzenden zurücklegen.

Der Aufsichtsrat kann sich eine Geschäftsordnung geben. Beschlussfassungen über die Geschäftsordnung und deren Änderung bedürfen einer Mehrheit von 2/3 der abgegebenen Stimmen.

Art. 8. Der Vorstand beruft unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und legt die Dauer seiner Amtszeit fest.

Der Vorstandsvorsitzende ist der Vorsitzende aller Generalversammlungen und Vorstandssitzungen. Im Falle seiner Abwesenheit ernennt die Generalversammlung beziehungsweise der Vorstand durch Mehrheitsentscheid der anwesenden oder vertretenen Personen eine andere Person zum vorübergehenden Vorstandsvorsitzenden. Die Vorstandssitzungen werden vom Vorstandsvorsitzenden oder, im Fall unvorhergesehener Schwierigkeiten, von mindestens der Hälfte der Vorstandsmitglieder einberufen. Der Vorstand kann Vorschriften zur Form und Frist der Einberufung festlegen.

Vorstandssitzungen können ohne Einhaltung der Einberufungsvorschriften wirksam abgehalten werden, wenn alle Vorstandsmitglieder anwesend oder wirksam vertreten sind.

Der Vorstand tritt zusammen, sobald es das Interesse der Gesellschaft erfordert, und zwar am in der Einberufung vorgesehenen Ort und Zeitpunkt. Die Vorstandsmitglieder können schriftlich, per Fax, per Telegramm oder durch jegliches andere geeignete Kommunikationsmittel auf die Form Vorschriften der Einberufung verzichten; eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich. Der Vorstand gibt sich eine Geschäftsordnung, in der die Fragen der Zusammenkunft und der Beschlussfassung geregelt sind. Jedes Vorstandsmitglied kann an Vorstandssitzungen teilnehmen, indem es schriftlich, per Fax oder durch jegliches andere geeignete Kommunikationsmittel ein anderes Vorstandsmitglied zu seinem Vertreter bestimmt.

Sofern mindestens zwei Vorstandsmitglieder anwesend sind, kann ein Vorstandsmitglied auch mehr als ein nicht anwesendes Vorstandsmitglied vertreten.

Jedes Vorstandsmitglied kann an Vorstandssitzungen per Telefonkonferenz oder durch jedes gleichartige Kommunikationsmittel, das den teilnehmenden Vorstandsmitgliedern gestattet zu sprechen und gehört zu werden, teilnehmen. Eine solche Teilnahme an der Vorstandssitzung steht der persönlichen Anwesenheit auf der Sitzung gleich. Der Vorstand kann wirksam beraten und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Sämtliche Beschlüsse des Vorstandes benötigen die Zustimmung der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder. Im Fall der Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorstandsvorsitzenden den Ausschlag.

In dringenden Angelegenheiten sind Beschlüsse des Vorstands, die von allen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet sind, ebenso gültig und binden den Vorstand auf gleiche Weise, wie wenn sie auf einer wirksam einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden wären. Die Unterschriften können auf derselben Urkunde oder auf mehreren identischen Ausfertigungen geleistet und per Brief, Fax oder Fernschreiben erbracht werden. Ein Aufsichtsratsmitglied kann ein anderes schriftlich mit seiner Vertretung bei einer einzelnen Sitzung betrauen. Ein so vertretenes Mitglied ist bei Feststellung der Beschlussfähigkeit der Sitzung nicht mitzuzählen. Das Recht, den Vorsitz zu führen, kann nicht übertragen werden. Ein Aufsichtsratsmitglied kann auch eine nicht dem Aufsichtsrat angehörende Person, jedoch nur einen Rechtsanwalt, einen Notar oder eine sonst durch Gesetz zur beruflichen Verschwiegenheit verpflichtete Person schriftlich zur Teilnahme an einer einzelnen Sitzung ermächtigen. Es kann durch diese auch schriftliche Stimmabgaben überreichen lassen. Bei Beschlussfassung durch Umlaufbeschluss ist eine Vertretung ausgeschlossen.

Der Aufsichtsrat hat vierteljährlich Sitzungen abzuhalten, die vom Aufsichtsratsvorsitzenden oder dem Stellvertreter zwei Wochen im voraus durch schriftliche Einladung per Brief, Telefax, E-Mail nachweislich einzuberufen sind. Sitzungsort für den Aufsichtsrat ist der Sitz der Gesellschaft, sofern der Aufsichtsrat nicht einvernehmlich einen anderen Sitzungsort im In- oder Ausland festlegt. Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens drei seiner Mitglieder, darunter der Vorsitzende oder dessen Stellvertreter, anwesend sind. Eine schriftliche, telefonische oder eine andere vergleichbare Form der Stimmabgabe einzelner Aufsichtsratsmitglieder ist zulässig.

Mitglieder des Vorstandes, ein Schriftführer sowie sonstige Experten dürfen auf Einladung des Vorsitzenden an den Sitzungen des Aufsichtsrates ohne Stimmrecht beiwohnen.

Aufwandersatz der Aufsichtsräte: Jedes Aufsichtsratsmitglied erhält Ersatz seiner, bei der Ausübung ihrer Tätigkeit erwachsenden, notwendigen Barauslagen. Durch Beschluss der ordentlichen Hauptversammlung kann den Aufsichtsratsmitgliedern ferner ein Sitzungsgeld für jede Sitzung, in der das Aufsichtsratsmitglied anwesend war, sowie eine fixe jährliche Vergütung zuerkannt werden, deren Höhe die Hauptversammlung bestimmt.

Art. 9. Der Vorstand hat die weitestgehenden Befugnisse, die Gesellschaft gegenüber Dritten unter allen Umständen zu vertreten, unter

Ausnahme der Befugnisse, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich der Generalversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

Der Vorstand übt sein Mandat unter der Kontrolle des Aufsichtsrats aus.

Er hat dem Aufsichtsrat insbesondere vorzulegen:

- einen mindestens vierteljährlichen schriftlichen Bericht über die Geschäftslage der Gesellschaft und die voraussichtliche Entwicklung;
- den Jahresabschluss der Gesellschaft spätestens zwei Monate vor dem Datum der Jahresgeneralversammlung, zur Überprüfung und Kontrolle.

Die folgenden Rechtsgeschäfte unterliegen der vorherigen Zustimmung des Aufsichtsrates:

- Kauf, Verkauf und Belastung von Grundstücken;
- Kauf und Verkauf von Beteiligungen an Unternehmen von über 10% des Gesellschaftskapitals dieser Unternehmen;
- Rechtsgeschäfte mit einem Wert von über 500.000,- EUR.

Der Aufsichtsrat kann für eine maximale Dauer von einem Jahr einen Betrag für alle diese Rechtsgeschäfte oder für bestimmte dieser Rechtsgeschäfte festlegen, unterhalb dessen die Vornahme dieser Rechtsgeschäfte durch den Vorstand auch ohne die vorherige Zustimmung des Aufsichtsrates zulässig ist. Auf die Nichtbeachtung dieser Vorschrift kann sich die Gesellschaft Dritten gegenüber nicht berufen.

Im Fall der Verweigerung der erforderlichen Zustimmung zu einem Rechtsgeschäft kann der Vorstand die Angelegenheit der Generalversammlung zur Entscheidung vorlegen.

Art. 10. Nach vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrats können die Vorstandsmitglieder die Verantwortlichkeit für bestimmte Geschäftsbereiche untereinander aufteilen. Der Vorstand kann weiterhin Vollmachten für bestimmte Rechtsgeschäfte erteilen und diese Vollmachten jederzeit widerrufen. In keinem Fall darf diese Aufteilung jedoch dem Vorstand den Charakter des Organs nehmen, das kollektiv für die generelle Geschäftsführung der Gesellschaft verantwortlich ist.

Der Vorstand kann die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft in Angelegenheiten der täglichen Geschäftsführung an eine oder mehrere Personen übertragen, mit Ausnahme der Mitglieder des Aufsichtsrats.

Der Vorstand legt die Verantwortlichkeit des Beauftragten und seine eventuelle Vergütung, die Dauer seiner Berufung und alle sonstigen Bedingungen seines Mandates fest.

Art. 11. Der Vorstand vertritt die Gesellschaft nach außen. Die Gesellschaft wird, wenn mehrere Vorstandsmitglieder bestellt sind, durch zwei Vorstandsmitglieder gemeinsam oder durch ein Vorstandsmitglied gemeinsam mit einem Prokuristen vertreten

Art. 12. Der Vorstand vertritt die Gesellschaft gerichtlich gegenüber Dritten als Klägerin oder Beklagte. Zustellungen für oder gegen die Gesellschaft sind nur direkt in ihrem Namen möglich.

Art. 13. Die Vorstandsmitglieder trifft in keinem Fall eine persönliche Haftung für im Namen der Gesellschaft und in Ausübung ihres Amtes eingegangene Rechtsgeschäfte, solange diese Rechtsgeschäfte im Einklang mit dieser Satzung und den anwendbaren Vorschriften des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 stehen.

Titel III. Aufsichtsrat

Art. 14. Der Aufsichtsrat übt die ständige Kontrolle über die Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand aus; er besteht aus mindestens drei (3) Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, kann der Aufsichtsrat aus einer einzigen Person bestehen.

Die Mitglieder des Aufsichtsrates werden von der Generalversammlung für eine von dieser festzulegenden Mandatsdauer, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, ernannt. Ausscheidende Aufsichtsratsmitglieder können erneut ernannt werden.

Die Mitglieder des Aufsichtsrates können jederzeit von der Generalversammlung ohne Kündigungsfrist oder Anspruch auf Entschädigung abberufen werden.

Die Anzahl sowie die Vergütung der Mitglieder des Aufsichtsrates werden durch die Generalversammlung festgelegt.

Im Fall der Ernennung einer juristischen Person zum Mitglied des Aufsichtsrats muss diese eine natürliche Person als ständigen Vertreter benennen, welche die Ausführung des Amtes der juristischen Person für diese wahrnimmt. Der ständige Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Verpflichtungen und ist in gleichem Maße verantwortlich, als ob er das Amt in eigenem Namen ausübte; er haftet gemeinsam mit der von ihm vertretenen juristischen Person für die Ausübung des Amtes.

Art. 15. Der Aufsichtsrat ernennt eine natürliche Person aus dem Kreis seiner Mitglieder zum Vorsitzenden, dessen Amtszeit seiner Amtszeit als Mitglied des Aufsichtsrates entspricht.

Der Aufsichtsratsvorsitzende leitet alle Sitzungen des Aufsichtsrats. In seiner Abwesenheit wählt der Aufsichtsrat mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder einen vorübergehenden Aufsichtsratsvorsitzenden.

Dem Aufsichtsratsvorsitzenden obliegen die Einberufung des Aufsichtsrats und die Leitung der Beratungen. Der Aufsichtsrat kann Vorschriften zur Form und Frist der Einberufung festlegen.

Der Aufsichtsratsvorsitzende beruft den Aufsichtsrat bei Bedarf ein, sowie mindestens einmal pro Vierteljahr innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt des Quartalsberichts des Vorstands oder auf Antrag von mindestens zweier seiner Mitglieder oder zweier Mitglieder des Vorstands.

Der Aufsichtsrat kann die Mitglieder des Vorstandes zu seinen Sitzungen einladen. In diesem Fall haben die Mitglieder des Vorstandes lediglich eine beratende Stimme.

Die Sitzungen des Aufsichtsrats können ohne Beachtung von Einberufungsvorschriften wirksam gehalten werden, wenn sämtliche Mitglieder des Aufsichtsrats anwesend oder wirksam vertreten sind.

Die Sitzungen des Aufsichtsrats finden an dem in der Einberufung genannten Ort und Zeitpunkt statt.

Die Mitglieder des Aufsichtsrats können schriftlich, per Fax, per Telegramm oder durch jegliches andere geeignete Kommunikationsmittel auf die Formvorschriften der Einberufung verzichten; eine gesonderte Einberufung ist für Sitzungen, deren Ort und Zeitpunkt zuvor in einem per Beschluss des Aufsichtsrats festgesetzten Terminplan vorgesehen sind.

Jedes Mitglied des Aufsichtsrats kann an Aufsichtsratssitzungen teilnehmen, indem es schriftlich, per Fax oder durch jegliches andere geeignete Kommunikationsmittel ein anderes Mitglied des Aufsichtsrats zu seinem Vertreter bestimmt.

Sofern mindestens zwei Mitglieder des Aufsichtsrats anwesend sind, kann ein Mitglied des Aufsichtsrats auch mehr als ein nicht anwesendes Mitglied des Aufsichtsrats vertreten.

Jedes Mitglied des Aufsichtsrats kann an Aufsichtsratssitzungen per Telefonkonferenz oder durch jedes gleichartige Kommunikationsmittel, das den teilnehmenden Mitgliedern des Aufsichtsrats gestattet zu sprechen und gehört zu werden, teilnehmen. Eine solche Teilnahme an der Aufsichtsratssitzung steht der persönlichen Anwesenheit auf der Sitzung gleich.

Der Aufsichtsrat kann wirksam beraten und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Sämtliche Beschlüsse des Aufsichtsrats benötigen die Zustimmung der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Aufsichtsrats. Im Fall der Stimmgleichheit gibt die Stimme des Aufsichtsratsvorsitzenden den Ausschlag.

In dringenden Angelegenheiten sind Beschlüsse des Aufsichtsrates, die von allen Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet sind, ebenso gültig und binden den Aufsichtsrat auf gleiche Weise, wie wenn sie auf einer wirksam einberufenen und abgehaltenen Aufsichtsratssitzung gefasst worden wären. Die Unterschriften können auf derselben Urkunde oder auf mehreren identischen Ausfertigungen geleistet und per Brief, Fax oder Fernschreiben erbracht werden.

Art. 16. Der Aufsichtsrat stellt die dauerhafte Kontrolle der vom Vorstand ausgeübten Geschäftsführung mit allen geeigneten Mitteln sicher.

Diese Kontrolle kann jedoch keinesfalls dazu führen, dass der Aufsichtsrat oder seine Mitglieder direkt oder indirekt Tätigkeiten der Geschäftsführung vornehmen.

Die Mitglieder des Aufsichtsrates können jederzeit Kenntnis von den Unterlagen erhalten, die sie für die Ausübung ihres Mandates für erforderlich erachten, und Abschriften dieser Unterlagen verlangen.

Der Aufsichtsrat kann Rechtsgeschäfte, die der Vorstand entgegen den Bestimmungen des Artikels 9 dieser Satzung ohne vorherige Zustimmung vorgenommen hat, genehmigen.

Der Aufsichtsrat kann die Durchführung bestimmter Aufgaben an eines oder mehrere seiner Mitglieder delegieren.

Art. 17. Der Aufsichtsrat kann einzelnen Mitgliedern die Durchführung bestimmter Aufgaben übertragen und diesen Auftrag jederzeit widerrufen. Der Aufsichtsrat kann die Bildung von Kommissionen beschließen und deren Besetzung festlegen. Diese Kommissionen führen ihre Tätigkeit unter der Verantwortung des Aufsichtsrates aus. Diese Aufteilung der Kompetenzen kann jedoch keinesfalls die Delegierung der Kompetenzen, wie sie im Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 oder in dieser Satzung dem Aufsichtsrat als solchem zugeteilt werden, an eine Kommission oder eine Begrenzung der Kompetenzen des Vorstands zur Folge haben.

Art. 18. Die Mitglieder des Aufsichtsrats sind der Gesellschaft nach gemeinem Recht für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Sie sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber für Verletzungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 oder der vorliegenden Satzung gesamtschuldnerisch verantwortlich.

Titel IV. Gemeinsame Vorschriften für Vorstand und Aufsichtsrat

Art. 19. Niemand kann gleichzeitig Mitglied des Vorstands und Mitglied des Aufsichtsrats sein.

Falls das Mandat eines Vorstandsmitglieds unbesetzt ist, kann der Aufsichtsrat jedoch eines seiner Mitglieder zum Mitglied des Vorstands ernennen. Während dieser Zeit setzt diese Person mit ihren Tätigkeiten als Mitglied des Aufsichtsrats aus.

Art. 20. Stehen persönliche Interessen eines Vorstands- oder Aufsichtsratsmitglieds den Interessen der Gesellschaft in einer Angelegenheit entgegen, die der Genehmigung des Vorstands oder des Aufsichtsrats bedarf, so ist dieses Mitglied verpflichtet, den Vorstand beziehungsweise den Aufsichtsrat hiervon zu unterrichten und diese Erklärung im Protokoll der betreffenden Sitzung vermerken zu lassen. Das Mitglied kann an der Beratung und Abstimmung über diese Angelegenheit nicht teilnehmen.

Bestehen Vorstand oder Aufsichtsrat nur aus einer Person, so wird der Interessenkonflikt lediglich in einem Verzeichnis der Geschäfte zwischen der betreffenden Person und der Gesellschaft festgehalten; die Person kann an der Durchführung dieser Geschäfte weiterhin teilnehmen.

Falls nur auf Grund eines solchen Interessenskonflikts die erforderliche Zahl von anwesenden oder vertretenen Mitgliedern von Vorstand oder Aufsichtsrat nicht erreicht werden kann, so sind Vorstand oder Aufsichtsrat dennoch beschlussfähig.

Die Wirksamkeit eines Vertrages oder einer Transaktion zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft, an der ein Mitglied des Vorstands oder des Aufsichtsrats ein persönliches Interesse hat oder in der er ein Mitglied des Vorstands, Aufsichtsrats oder Verwaltungsrats, ein Direktor oder ein Angestellter ist, entfällt nicht allein aufgrund dieser Tatsache. Das betreffende Mitglied des Vorstands oder des Aufsichtsrats ist nicht von den Beratungen und Abstimmungen bezüglich dieser Verträge oder Transaktionen ausgeschlossen.

Titel V. Buchprüfung

Art. 21. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Die Anzahl, Vergütung und die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Die Dauer der Amtszeit kann jedoch sechs (6) Jahre nicht überschreiten. Ausscheidende Kommissare können erneut ernannt werden.

Die Kommissare können jederzeit von der Generalversammlung ohne Kündigungsfrist oder Anspruch auf Entschädigung abberufen werden.

Wenn die Anzahl der Kommissare um mehr als die Hälfte verringert ist, beruft der Vorstand umgehend eine Generalversammlung ein, um die ausgeschiedenen Kommissare zu ersetzen.

Titel VI. Generalversammlung

Art. 22. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt nach den gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen.

Art. 23. Die jährliche Generalversammlung tritt in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen, und zwar am 2. Freitag des Monats Mai um 14.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 24. Der Vorstand oder der oder die Kommissare können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens (10%) zehn Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser außerordentlichen Generalversammlungen kann per Vollmacht oder schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 25. Jede ordentliche oder außerordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind.

Titel VII. Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 26. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Der Vorstand erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Vorstand legt dem Aufsichtsrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft innerhalb der Frist nach Artikel 9 dieser Satzung vor.

Der Aufsichtsrat leitet dem Kommissar die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie den Bericht des Vorstands spätestens einen Monat vor dem Datum der Jahresgeneralversammlung weiter. Er teilt der Generalversammlung seine Bemerkungen zu diesen Dokumenten mit.

Art. 27. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften kann der Vorstand Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung zur Kapitaltilgung zu benutzen.

Titel VIII. Auflösung - Liquidation

Art. 28. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Titel IX. Allgemeine Bestimmungen

Art. 29. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung stellt mit Bedauern den Tod ihres Verwaltungsratsmitgliedes Frau Raymonde Weber fest.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die aktuellen Verwaltungsratsmitglieder sowie den Kommissar abzurufen und ihnen volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate zu erteilen.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Zahl der Vorstandsmitglieder auf zwei (2), diejenige der Aufsichtsratsmitglieder auf vier (4) und der Kommissare auf einen (1) festzulegen.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung ernennt folgende Personen zu Vorstandsmitgliedern:

- a) Herr Dr. Stefan Prochaska, Rechtsanwalt, geboren in Innsbruck, (Österreich), am 21. November 1968, beruflich wohnhaft in A-1010 Wien, Julius Raab Platz 4, (Österreich), und
- b) Herr Dörk Pätzold, Rechtsanwalt, geboren in Leipzig, (Bundesrepublik Deutschland), am 16. Juli 1971, beruflich wohnhaft in A-1010 Wien, Julius Raab Platz 4, (Österreich).

Achter Beschluss

Die Generalversammlung ernennt folgende Personen zu Aufsichtsratsmitgliedern:

- a) Herr Magister Herbert Roth, wohnhaft in A-1190 Wien, Erbsenbachgasse 3, (Österreich);
- b) Herr Magister Egmont Fröhlich, wohnhaft in A-1190 Wien, Barawitzkagasse 18, (Österreich);
- c) Herr Magister Kurt Stiassny, wohnhaft in A-3400 Klosterneuburg, Doppelgasse 105, (Österreich); und

d) Herr Rolf Glessing, wohnhaft in D-89171 Illerkirchberg, 48 Schelmenweg 26, (Bundesrepublik Deutschland).

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung ernennt die Gesellschaft mit beschränkter Haftung MGI FISOGEST S.à.r.l., mit Sitz in L-2311 Luxemburg, 55-57, avenue Pasteur, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 20.114, zum Kommissar der Gesellschaft.

Zehnter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, dass die Mandate der Vorstandsmitglieder, der Aufsichtsratsmitglieder und des Kommissars mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2013 enden werden.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf ein tausend vier hundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Worüber Urkunde Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. Batardy, N. Berger, N. Hansen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 décembre 2007 Relation GRE/2007/5590. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008001878/231/442.

(070173384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Commercial Investment Alicante S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.230.

In the year two thousand and seven, on the fifteenth day of November.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

PRADERA HOLDCO S.A., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, represented by Mrs Gwendoline Laloux, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney signed on November 12, 2007.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of the registration.

The appearing party in its capacity as sole shareholder of COMMERCIAL INVESTMENT ALICANTE S.à r.l. (the «Company»), société à responsabilité limitée with its registered office at 33, avenue de la liberté, L-1931 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated in Luxembourg by a deed of Maître Frank Baden, notary residing then in Luxembourg, on 29 December 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 689 on 29 August 2001.

The appearing party, represented as above mentioned, recognised that he has been fully informed of the resolution to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To modify the object of the Company.
2. To redraft entirely the articles of incorporation of the Company.

First resolution

The single partner resolves to redraft entirely the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

« **Art. 1. Form.** There is established by the single partner a société à responsabilité limitée (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is initially composed of a single partner, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several partners, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of COMMERCIAL INVESTMENT ALICANTE S.à r.l.

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the acquisition, holding, management, selling, financing (including through borrowings from third party lenders) and exchange of properties or securities of companies holding properties and more generally assets constitutive of authorised investments of PRADERA EUROPEAN RETAIL FUND, a mutual investment fund (Fonds commun de placement) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «Fund»).

The Company may provide financial support to PRADERA MANAGEMENT S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund and to companies in which PRADERA MANAGEMENT S.à r.l. acting in its capacity as management company of the Fund holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guarantees in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may carry out any activity deemed useful for the accomplishment of its object, remaining however always within the limitations set forth by the Fund's constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500,-) represented by two hundred fifty (250) shares with a nominal value of fifty Euro (EUR 50,-) per share.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of partners.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single partner.

The creditors or successors of the single partner or of any of the partners may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 When the Company is composed of a single partner, that single partner may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several partners, the shares may be transferred freely amongst partners.

10.2 When the Company is composed of several partners, the shares can be transferred by living persons to non-partners only with the authorisation of the general meeting of partners representing at least three quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a partner. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single partner or any of the partners does not put the Company into liquidation.

Art. 14. Management. The Company is managed and administered by a board of managers composed of at least three (3) managers, whether partners or not.

Each manager is appointed for a limited or unlimited duration by the single partner or by the general meeting of the partners, as the case may be.

While appointing the manager(s), the single partner or the general meeting of the partners sets their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the manager(s).

Any manager may be dismissed by the single partner or the general meeting of partners at any time in the event of his fraud, gross negligence or wilful misconduct, but not otherwise. Any manager may resign at any time.

The single partner or the general meeting of partners decides upon the compensation of each manager.

The board of managers shall appoint, from among its members, a chairman. The board of managers shall choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping board meeting minutes.

The board of managers may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board. Officers need not be managers or shareholders of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the board.

Art. 15. Meetings of the board of managers. The board of managers shall meet at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived if each manager consents in writing, by cable, telegram, telex or telefax.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by cable, telegram, telex or telefax, another manager as his proxy. Managers may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex or telefax. Meetings of the board of managers may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the managers participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The board of managers shall act validly only if a majority of managers are present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented.

Resolutions may also be passed in the form of a consent resolution, set out in identical terms. This may be signed jointly or by the use of counterparts by all the managers.

Art. 16. Powers - Representation of the Company. In dealing with third parties, any manager has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The Company is bound in any circumstances by the sole signature of any manager.

Art. 17. Death, incapacity, bankruptcy or insolvency of a manager. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 18. Liability. A manager will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a manager or officer of the Company or a subsidiary or (2) is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the board of managers, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a manager or officer) of the Company or a subsidiary.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a manager, officer, employee or agent of the Company or a subsidiary, or is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a manager, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal or amendment inconsistent with this article 18, shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant to the law existing at the time of such repeal or amendment.

The right to indemnification conferred in this article 18 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any manager, officer, partner, member, employee or agent pursuant

to this article 18 shall subrogate the Company to any right such manager, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 18 shall be contractual rights.

Art. 19. General meeting of the partners.

19.1 If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by the Law to the general meeting of the partners.

Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

19.2 If the Company is composed of no more than twenty-five (25) partners, the decisions of the partners are taken in a general meeting or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the partners by registered mail.

In this latter case, the partners are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

If the Company is composed of more than twenty-five (25) partners, the decisions are taken in a general meeting.

If the Company is composed of several partners, decisions of the partners are only validly taken in so far as they are adopted by partners representing more than half of the capital. However, resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority of partners representing three quarters of the Company's capital.

Art. 20. Decisions. The decisions of the single partner or of the general meeting of the partners are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the partners and the power-of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 21. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December of each year.

Art. 22. Balance-sheet. Each year, on December 31, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law.

The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the sole partner or, as the case may be, to the general meeting of partners for approval.

Each partner or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen (15) days preceding the deadline set for the annual general meeting of partners.

Art. 23. Allocation of profits. The balance of the profit and loss account, after deduction of overhead, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five per cent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 24. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits realised during the current year and profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision of the manager or the board of managers to pay interim dividends is confirmed by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the manager or the board of managers is assured that the rights of the creditors of the Company are not threatened.»

Art. 25. Dissolution, liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the single partner or by the general meeting of partners, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 26. Matters not provided. All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.»

There being no further item on the agenda, the meeting was then adjourned and these minutes signed by the single partner and the notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand five hundred euro (1,500.- EUR).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quinze novembre.

Par-devant Nous, Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu:

PRADERA HOLDCO S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par Madame Gwendoline Laloux, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 12 novembre 2007.

Ladite procuration sera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Le comparant, agissant en sa qualité d'associé unique de COMMERCIAL INVESTMENT ALICANTE S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la liberté, L-1931 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) (la «Société»), constituée par acte de Maître Frank Baden, notaire résidant alors à Luxembourg, le 29 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 689 le 29 août 2001.

Le comparant, représenté comme mentionné ci-dessus, reconnaît être parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du Jour:

1. Procéder à la modification de l'objet de la Société.
2. Procéder à la refonte totale des statuts de la Société.

Première résolution

L'associé unique décide de faire une refonte totale des statuts de la Société et de les rédiger dorénavant comme suit:

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la législation luxembourgeoise et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comportera initialement un associé unique, propriétaire de toutes les parts sociales de la Société. La Société peut cependant, à tout moment, comporter plusieurs associés, notamment suite à la cession de parts sociales ou à l'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de COMMERCIAL INVESTMENT ALICANTE S.à r.l.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la vente, le financement (notamment par des emprunts souscrits auprès de tiers prêteurs) et l'échange d'immeubles ou de titres de toutes sociétés détenant des immeubles et plus généralement des avoirs constitutifs d'investissements autorisés de PRADERA EUROPEAN RETAIL FUND, un Fonds Commun de Placement organisé sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société pourra fournir un soutien financier à PRADERA MANAGEMENT S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds et aux sociétés dans lesquelles PRADERA MANAGEMENT S.à r.l. agissant en sa capacité de société de gestion du Fonds détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit.

La Société peut effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet social, tout en restant toujours dans les limites fixées par les documents constitutifs du Fonds et par la législation et la réglementation du Luxembourg.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance peut établir des filiales et des succursales où il le sera jugé utile, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,-) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social peut, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou moyennant une résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts.

10.1 Lorsque la Société comporte un associé unique, cet associé unique peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

10.2 Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après qu'elle a été signifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions conformément à la Loi.

Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Gérance. La Société est gérée et administrée par un conseil de gérance composé de trois (3) gérants au moins, associés ou non.

Chaque gérant est nommé avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des gérants.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider la révocation d'un gérant à tout moment en cas de vol, faute grave ou conduite intentionnelle, mais en aucun autre cas. Chaque gérant peut se démissionner de ses fonctions à tout moment.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés décide de la rémunération de chaque gérant.

Le conseil de gérance pourra nommer, parmi ses membres, un président. Le conseil de gérance pourra choisir un secrétaire, qui sera gérant ou non et qui sera responsable de la conservation des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra nommer des fondés de pouvoirs de la Société jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être gérant ou associé de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les pouvoirs et obligations qui leur seront conférés par le conseil de gérance.

Art. 15. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cet avis si chaque gérant y consent par écrit, par câble, télégramme, télex ou message télécopié.

Tout gérant pourra se faire représenter lors d'une réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, câble, télégramme, télex ou message télécopié un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex ou message télécopié. Les réunions du conseil de gérance peuvent être tenues au moyen de conférences téléphoniques ou visioconférences ou tous autres moyens de communication, auxquels cas les gérants participant par le biais de tels moyens de communication seront réputés être présents à Luxembourg.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à la réunion.

Les décisions du conseil de gérance peuvent également être prises par des résolutions circulaires identiques en leurs termes, signées sur un ou plusieurs documents par tous les gérants.

Art. 16. Pouvoirs - Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, chaque gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 17. Décès, incapacité, la faillite ou déconfiture d'un gérant. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un gérant ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 18. Responsabilité. Un gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou d'une filiale ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou d'une filiale en tant que gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le conseil de gérance l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou terminé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre que gérant ou fondé de pouvoir) de la Société ou d'une filiale.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui est ou a été gérant, ou fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou d'une filiale, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou d'une filiale comme gérant, fondé de pouvoir ou fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou une filiale ait ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense, responsabilité ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Aucune abrogation ou modification d'une disposition en contradiction avec cet article 18 n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de tels abrogation ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 18 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un gérant, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 18 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels gérants, fondé de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 18 seront des droits contractuels.

Art. 19. Assemblées générales des associés.

19.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Les articles 194 à 196, ainsi que 199 de la Loi ne sont pas applicables à cette situation.

19.2 Lorsque la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Lorsque la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés sont prises en assemblée générale.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions des associés ne sont valablement prises qu'avec l'accord des associés représentant plus que la moitié du capital social. Cependant, des décisions de modifier ces statuts et notamment de liquider la Société ne peuvent être valablement prises qu'avec l'accord de la majorité des associés représentant trois quarts du capital social de la Société.

Art. 20. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés sont établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Art. 21. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Bilan. Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés, la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la Loi.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé ou son mandataire, peut prendre au siège social communication des documents financiers, au cours d'une période de quinze (15) jours précédant la date de l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 23. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 24. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires font apparaître un bénéfice incluant le bénéfice de l'année en cours et les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire,
3. la décision du conseil de gérance ou du gérant de payer la distribution d'acomptes sur dividendes doit être confirmée par l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance du gérant ou du conseil de gérance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront les pouvoirs et les émoluments du ou des liquidateurs.

Art. 26. Disposition générale. Tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, est traité dans le respect des dispositions légales en vigueur.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée était levée et le présent procès verbal signé par les membres du bureau et le notaire.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Dont acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant précité, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Laloux, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2007, LAC/2007/36657. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2008001772/220/408.

(070173349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

HSH Global Aircraft I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 127.642.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner
Notaire

Référence de publication: 2008002111/239/12.

(070173664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

S-Process Equipment International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 130.874.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n ° 49441 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2008002113/211/11.

(070173718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Hellas Telecommunications (Luxembourg) II, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 93.039.

Extrait de la résolution prise lors l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2007

L'assemblée générale a pris la résolution suivante:

- Monsieur Francesco Biscarini, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, a été remplacé en tant que membre du conseil de surveillance de la Société par Monsieur Luca Gallinella né le 6 mai 1964 à Florence, Italie, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, avec effet au 31 octobre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HELLAS TELECOMMUNICATIONS (LUXEMBOURG) II
MERCURIA SERVICES S.A.
Mandataire
Signature

Référence de publication: 2008001819/1005/20.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03810. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Bourkel, Pavon & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 49.018.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002069/766/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2007, réf. LSO-CL04164. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Malloru Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 101.314.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz
Administrateur

Référence de publication: 2008002093/1023/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03362. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070173201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

EUROP ASSETS Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 17, rue de Tondeurs.
R.C.S. Luxembourg B 104.068.

Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002027/1750/12.

Enregistré à Diekirch, le 13 décembre 2007, réf. DSO-CL00151. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(070173299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Design Metal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 52.357.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 mai 2007

L'Assemblée Générale décide de prolonger le mandat du commissaire aux comptes pour une nouvelle période de 3 ans. De ce fait, le nouveau mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale tenu en 2010.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

Pour avis sincère et conforme

Pour DESIGN S.A.

FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008001813/601/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL02051B. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070173221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Prax Capital III, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 123.399.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2008002118/242/13.

(070173403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

SEB Global Invest 15 - SICAV - FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.
R.C.S. Luxembourg B 133.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Gloden
Notaire

Référence de publication: 2008002131/213/12.

(070173531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

SEB Marell Rendite 12 - SICAV - FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.
R.C.S. Luxembourg B 133.428.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Gloden
Notaire

Référence de publication: 2008002132/213/12.

(070173522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Lybra Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.198.225,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 104.054.

Le 31 mai 2006, FORTIS BANQUE LUXEMBOURG avec siège social au 50, avenue J-F Kennedy à L-2951 Luxembourg (FORTIS) a cédé à Monsieur Magne Thorslund résidant à Skårvägen 59, SE-603 85 Norrköping, Suède quarante-deux (42) parts sociales de la Société.

Le 31 mai 2006, Monsieur Magne Thorslund a cédé quarante-deux (42) parts sociales de la Société à LYBRA LUXEMBOURG I S.à r.l. ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll in L-1882 Luxembourg (LYBRA).

En date du 14 juillet 2006, LYBRA a cédé à Monsieur Petit résidant Via Locatelli 22 à 33050 Pocencia, Italie a cédé cent cinquante (150) parts sociales qu'elle détenait dans la Société.

En date du 14 juillet 2006, Monsieur Petit a cédé cent cinquante (150) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à FORTIS.

En date du 14 décembre 2006, FORTIS a cédé à Monsieur Petit cent cinquante (150) parts sociales qu'elle détenait dans la Société.

En date du 14 décembre 2006, Monsieur Petit a cédé à LYBRA cent cinquante (150) parts sociales qu'elle détenait dans la Société.

Pour extrait conforme et sincère

LYBRA HOLDINGS S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008001815/5499/27.

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2007, réf. LSO-CK05709. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

AIPP Pooling I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 132.135.

In the year two thousand seven, on the thirty-first of October.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

ABERDEEN PROPERTY INVESTORS INDIRECT INVESTMENT MANAGEMENT AB, a company incorporated and existing under the laws of Sweden, having its registered office at Luntmarkargatan 34, 103 63 Stockholm, Sweden, and registered in the Swedish Companies Registration Office under number 556653-2809,

duly represented by Maître Diane d'Ocquier, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 29 October 2007 in Stockholm, which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of AIPP POOLING I S.A., a Luxembourg public limited company (*société anonyme*), having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 132135 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 24 September 2007, not yet published in the *Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations*.

The appearing party, representing the whole corporate capital, takes the following resolution:

Resolution

The sole shareholder decides to amend article 2 paragraph 1 of the Company's articles of incorporation to specify that the Fund qualifies as a specialised investment fund.

As a consequence, article 2 of the Company's articles of incorporation shall henceforth read as follows:

« **Art. 2.** The purpose of the Company is the creation, the promotion, the administration and the management of AIPP FOLKSAM GLOBAL, a mutual investment fund - specialised investment fund (*fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé*) constituted under the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the «Fund»).

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration, marketing and promotion of the Fund. It may on behalf of the Fund or the relevant Sub-Fund enter into any contracts, borrow, purchase, sell, exchange and deliver any securities, property and, more generally, assets constitutive of authorised investments of the Fund or the relevant Sub-Fund, proceed to or initiate any registrations and transfers in its name or in third parties' name in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund or the relevant Sub-Fund and the holders of units of the Fund or the relevant Sub-Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund or the relevant Sub-Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may also manage its own assets on an ancillary basis and may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the Luxembourg laws and regulations and, in particular, the provisions of chapter 14 of the Luxembourg law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investments as amended from time to time (the «2002 Law»).

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first names, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu

ABERDEEN PROPERTY INVESTORS INDIRECT INVESTMENT MANAGEMENT AB, une société constituée et organisée sous les lois suédoises, ayant son siège social à Luntmarkargatan 34, 103 63 Stockholm, Suède, enregistrée au Registre de Commerce Suédois sous le numéro 556653-2809,

valablement représentée par Maître Diane d'Ocquier, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 29 octobre 2007 à Stockholm, cette procuration signée *ne varietur* par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'actionnaire unique de AIPP POOLING I S.A. (ci-après la «Société»), une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132135 et constituée selon un acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 septembre 2007, dont les statuts n'ont pas encore été publiés au *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris la résolution suivante:

Résolution

L'actionnaire unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société afin de spécifier que le Fonds se qualifie en tant que fonds d'investissement spécialisé.

En conséquence, l'article 2 des statuts de la Société se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 2.** L'objet de la Société est la création, la promotion, l'administration et la gestion du AIPP FOLKSAM GLOBAL, un fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé constitué sous les lois du Grand Duché du Luxembourg (le «Fonds»).

La Société exerce toutes les activités en relation avec la gestion, l'administration, la commercialisation et la promotion du Fonds. Elle peut, pour compte du Fonds ou du Compartiment concerné, conclure tout contrat, emprunter, acheter, vendre, échanger et délivrer toute valeur mobilière ou actif immobilier, et plus généralement tout actif représentant un investissement autorisé dans le chef du Fonds ou du Compartiment concerné, procéder à ou initier toute inscription et transfert en son nom ou au nom de tiers dans le registre des actionnaires ou des obligataires de toute société luxembourgeoise ou étrangère, et exercer pour le compte du Fonds ou du Compartiment concerné et des titulaires de parts du Fonds ou du Compartiment concerné tous les droits et privilèges, en particulier tous les droits de vote attachés aux titres constituant les actifs du Fonds ou du Compartiment concerné. Les pouvoirs qui précèdent ne sont pas exhaustifs mais seulement renseignés à titre déclaratif.

La Société peut aussi gérer ses propres avoirs de manière accessoire et exercer toutes les activités réputées utiles pour l'accomplissement de son objet social, dès lors qu'elle reste dans les limites des lois et réglementations luxembourgeoises et en particulier dans les limites des dispositions du chapitre 14 de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif telle que modifiée (la «Loi de 2002»).»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Dont acte, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: D. d'Ocquier, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 novembre 2007, Relation: EAC/2007/13667. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001757/239/98.

(070173514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Hobbit Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 133.448.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 49488 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2008002145/211/11.

(070173606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Tancrede S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 111.958.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 10 décembre 2007.

Pour la société

P. Decker

Notaire

Référence de publication: 2008002147/206/13.

(070173590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

La Grande Blanche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 107.737.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 10 décembre 2007.

Pour la société

P. Decker

Notaire

Référence de publication: 2008002150/206/13.

(070173577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Vesalius Biocapital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 132.072.

In the year two thousand and seven, on the fifth day of November.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing at Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

- ING BELGIUM, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at avenue Marnix, 24, 1000 Brussels, Belgium and VAT number BE 0403.200.393,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 29 October 2007;
- VALUE FOR GROWTH, a company incorporated under Belgian law, having its registered office at Nieuwstraat, 16, 3080 Tervuren, Belgium and VAT number BE 0474.653.365,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 30 October 2007;
- SGV MANAGEMENT SERVICES BVBA, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Liskensstraat, 1B, 3080 Tervuren, Belgium,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 30 October 2007;
- DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, a Belgium company, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31 October 2007;
- ORRIX MANAGEMENT BVBA, a personal limited liability company incorporated under Belgian law, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 30 October 2007;
- A Q INVEST BVBA, a Belgium company, having its registered office at Spaanse Lindebaan, 119, 1850 Grimbergen, Belgium,
represented by Maître Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31 October 2007;

(hereafter the «Shareholders»).

Said proxies, signed in variety by the representative of the appearing parties and by the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders are all the shareholders of VESALIUS BIOCAPITAL PARTNERS S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Company»), incorporated following a deed of the undersigned notary of 24 September 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2436, page 116902 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under number 132.072. The articles of incorporation have not yet been amended.

The appearing parties, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

(i) Appointment of DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, a Belgium company, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium and registered under VAT number 0892 502 146 and A Q INVEST BVBA, a Belgium company, having its registered office at Spaanse Lindebaan, 119, 1850 Grimbergen, Belgium and registered under VAT number 0892 924 986 as new managers of the Company with immediate effect and for an unlimited period.

(ii) Amendment of the first paragraph of article 9 of the articles of association of the Company so as to reflect the resolution to be adopted under item 1.

(iii) Miscellaneous.

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to appoint the following entities as new managers with immediate effect and for an unlimited period:

- DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, a Belgium company, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium and registered under VAT number 0892 502 146, represented by Dr. Bert van Toor;

- A Q INVEST BVBA, a Belgium company, having its registered office at Spaanse Lindebaan, 119, 1850 Grimbergen, Belgium and registered under VAT number 0892 924 986, represented by Mr Alain Parthoens.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the first paragraph of article 9 of the articles of association of the Company which shall from now on read as follows:

« **Art. 9 Management.** The Company shall be managed by a board of managers (the «Board of Managers») composed of SGV MANAGEMENT SERVICES BVBA, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Liskensstraat, 1B, 3080 Tervuren, Belgium, represented by Mr Stéphan Verdood, ORRIX MANAGEMENT BVBA, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium, represented by Mr Gaston Matthyssens, DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Hoevestraat, 27, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium, represented by Dr. Bert van Toor and A Q INVEST BVBA, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at Spaanse Lindebaan, 119, 1850 Grimbergen, Belgium, represented by Mr. Alain Parthoens (collectively, the «Managers», which term shall, where the context so requires, include their representatives)».

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le cinq novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché du Luxembourg,

ont comparu,

- ING BELGIUM, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 24, avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique et portant le numéro de TVA BE 0403.200.393,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 29 octobre 2007;

- VALUE FOR GROWTH, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 16, Nieuwstraat, 3080 Tervuren, Belgique et portant le numéro TVA BE 0474.653.365,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 octobre 2007;

- SGV MANAGEMENT SERVICES BVBA, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 1B, Liskensstraat, 3080 Tervuren, Belgique,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 octobre 2007;

- DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, une société belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 31 octobre 2007;

- ORRIX MANAGEMENT BVBA, une société personnelle à responsabilité limitée constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique,

représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 octobre 2007;

- A Q INVEST BVBA, une société belge, ayant son siège social au 119, Spaanse Lindebaan, 1850 Grimbergen, Belgique, représentée par Maître Laurent Schummer, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 31 octobre 2007;

(ci-après les «Associés»)

Lesquelles procurations, signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, restent annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les Associés sont tous les associés de VESALIUS BIOCAPITAL PARTNERS S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte du notaire soussigné le 24 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 26 octobre 2007 numéro 2436, page 116902 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-132.072. Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

Les comparants, reconnaissant avoir été pleinement informés des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

(i) Nomination de DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, une société belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique et portant le numéro de TVA 0892502146 et A Q INVEST BVBA, une société belge, ayant son siège social 119, Spaanse Lindebaan, 1850 Grimbergen, Belgique et portant le numéro TVA 0892 924 986 comme nouveaux gérants de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

(ii) Modification du premier paragraphe de l'Article 9 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions adoptées conformément au point 1^{er}.

(iii) Divers.

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de nommer avec effet immédiat et pour une période indéterminée les entités suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société:

- DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, une société Belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique et portant le numéro de TVA 0892502146, représentée par Dr. Bert van Toor;

- A Q INVEST BVBA, une société Belge, ayant son siège social 119, Spaanse Lindebaan, 1850 Grimbergen, Belgique et portant le numéro TVA 0892 924 986, représentée par Monsieur Alain Parthoens.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 9 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 9 Gestion.** La Société est administrée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé de SGV MANAGEMENT SERVICES BVBA, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 1 B, Liskensstraat, 3080 Tervuren, Belgique, représentée par Monsieur Stéphan Verdood, ORRIX MANAGEMENT BVBA une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique, représentée par Monsieur Gaston Matthyssens, DUFOUR CAPITAL MANAGEMENT BVBA, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social au 27, Hoevestraat, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgique, représentée par Dr. Bert van Toor et A Q INVEST BVBA, une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social 119, Spaanse Lindebaan, 1850 Grimbergen, Belgique, représentée par Monsieur Alain Parthoens (ensemble, les «Gérants», lequel terme, quand le contexte le requiert, inclut leurs représentants)».

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: L. Schummer, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 novembre 2007, Relation: EAC/2007/13873. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001756/239/153.

(070173492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Truth 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 131.258.

—

In the year two thousand and seven, the twenty-third of October at 11.30 a.m..

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

There appeared:

TRIEF CORPORATION S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 50.612 (the «Sole Shareholder»),

duly represented by Mr Jean-Yves Hémerly, residing in Luxembourg, by virtue of the minutes of the Board of Directors passed in Luxembourg, on 31st August 2007.

An extract of these minutes, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the notary shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of TRUTH 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 131.258 (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner on 9 August 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2249 dated 9 October 2007.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to reduce the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), in order to reduce it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) down to zero euro (EUR 0.-) through the cancellation of twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

As a result of such capital reduction of twelve thousand five hundred (12,500) shares, all the shares of the Company held by TRIEF CORPORATION S.A., pre-named, are cancelled.

The amount due to TRIEF CORPORATION S.A. as a result of the cancellation of the twelve thousand five hundred (12,500) shares shall result in a claim of TRIEF CORPORATION S.A. against the Company, amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

Second resolution

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company from its current amount of zero euro (EUR 0.-) up to an amount of four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty euro (EUR 403,759,560.-) through the issuance of four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty (403,759,560) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

All the four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty (403,759,560) new shares have been subscribed by TRUTH 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the trade and company's register under number B 131.259 (hereafter TRUTH 1), represented by Mr Jean-Yves Hémerly, previously named, for a total consideration of six hundred seventeen million two hundred sixty thousand five hundred twenty-four euro fifty-nine cents (EUR 617,260,524.59), allocated as follows: four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty euro (EUR 403,759,560.-) has been allocated to the share capital and two hundred thirteen million five hundred thousand nine hundred sixty-four euro fifty-nine cents (EUR 213,500,964.59) has been allocated to the share premium.

The subscribed shares have been fully paid up through a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities of TRUTH 1.

The Sole Shareholder hereby authorizes Mr Jean-Yves Hémerly, to register the above mentioned transfer of shares in the shareholders' register of TRUTH 1 and of the Company held at the companies' respective registered offices and to take all necessary action to realize the transfer of assets and liabilities.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of such increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles of Incorporation which now reads as follows:

« **Art. 6.** The Company's share capital is set at four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty euro (EUR 403,759,560.-) represented by four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty (403,759,560) shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.»

Proportional capital duty exemption request

As the contribution in kind consists of all the assets and liabilities of a company having its registered office in an EC Member State all the conditions as set forth by article 4-1 of the Luxembourg law of 29 December 1971, as modified, by the law of 3 December 1986, are complied with in order to benefit from the exemption on the proportional capital duty for the contribution of all the assets and liabilities to the Company.

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of the present deed are estimated at approximately at seven thousand euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-trois octobre à 11 heures 30.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

TRIEF CORPORATION S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au registre des sociétés sous le numéro B 50.612 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, demeurant à Luxembourg, en vertu d'un procès-verbal du conseil d'administration du 31 août 2007.

Un extrait du procès-verbal, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de la société TRUTH 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.259, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, en date du 9 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2249 du 9 octobre 2007 (ci après la «Société»).

L'Associé Unique représentant l'intégralité du capital de la société prend alors les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à zéro euro (EUR 0,-) par annulation de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

En conséquence de cette réduction de capital les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, l'ensemble des parts sociales de la Société détenues par TRIEF CORPORATION S.A., ci-avant nommé, sont annulées.

Le montant dû à TRIEF CORPORATION S.A. suite à l'annulation des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales résultera en une créance de TRIEF CORPORATION S.A. envers la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de sa valeur actuelle de zéro euro (EUR 0,-) à quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante euros (EUR 403.759.560,-) par l'émission de quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante (403.759.560) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Les quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante (403.759.560) nouvelles parts sociales ont été souscrites par la société TRUTH 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au registre des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.259 (ci-après TRUTH 1), ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, prénommé, pour un montant total de six cent dix-sept millions deux cent soixante mille cinq cent vingt-quatre

euros cinquante-neuf cents (EUR 617.260.524,59), dont quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante euros (EUR 403.759.560,-) ont été affectés au capital social et deux cent treize millions cinq cent mille trois cent soixante-quatre euros cinquante-neuf cents (EUR 213.500.364,59) ont été affectés à la prime d'émission.

Les parts sociales souscrites ont été entièrement libérées par un apport autre qu'en numéraire consistant en l'ensemble de l'actif et du passif de la société TRUTH 1.

L'Associé Unique donne pouvoir à Monsieur Jean-Yves Hémerly, aux fins d'enregistrer le transfert des parts sociales ci-avant mentionné, dans le registre des actionnaires de TRUTH 1 S.à r.l. et de la Société tenus au siège social respectifs des sociétés, ainsi que d'accomplir tout acte nécessaire à la réalisation du transfert d'actif et de passif.

Les documents justificatifs de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

Troisième résolution

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante euros (EUR 403.759.560,-) représenté par quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante (403.759.560) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Requête en exonération du droit d'apport proportionnel

Compte tenu du fait que l'apport en nature est constitué de l'ensemble de l'actif et du passif d'une société de capitaux ayant son siège dans un Etat Membre de la Communauté Européenne, la Société requiert sur la base de l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, l'exonération du droit proportionnel d'apport concernant l'apport de l'ensemble de l'actif et du passif à la Société.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à approximativement sept mille Euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-Y. Hémerly, M. Schaeffer.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 octobre 2007. Relation: EAC/2007/13443. — Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001752/239/148.

(070173326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

H.R.O., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 61.630.

L'an deux mille sept, le six novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding H.R.O., ayant son siège social à Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 61630, constituée suivant acte notarié en date du 6 novembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 99 du 16 février 1998. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 29 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 365 du 3 avril 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Michelle Delfosse, ingénieur civil, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Jacques Bernard, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nathalie Gautier, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement de la date statutaire de tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire pour la fixer au deuxième mercredi du mois de mars à 10 heures.

2. Instauration d'un capital autorisé d'un montant de EUR 6.000.000,-.

3. Mise à jour des statuts.

4. Disposition transitoire pour l'exercice en cours.

5. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra désormais le deuxième mercredi du mois de mars à 10 heures.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 15 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 15. (premier alinéa).** L'Assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième mercredi du mois de mars à 10 heures.»

L'assemblée générale annuelle aura lieu à cette date pour la première fois en 2008.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'instaurer un capital autorisé de six millions d'euros (EUR 6.000.000,-) qui sera représenté par deux cent quarante mille (240.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

L'assemblée autorise le conseil d'administration en outre à émettre des emprunts obligataires convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi concernant les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé et notamment avec l'autorisation de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires lors de l'émission d'actions nouvelles et lors de l'émission d'obligations convertibles dans le cadre du capital autorisé.

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Cette autorisation est valable pour un période de cinq ans expirant le 6 novembre 2012.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à six cent vingt-cinq mille euros (EUR 625.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de six millions d'euros (EUR 6.000.000,-) qui sera représenté par deux cent quarante mille (240.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, prenant fin le 6 novembre 2012, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions

nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de mettre à jour les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 25 août 2006.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 6, l'article 11, l'article 12 et l'article 16 des statuts sont modifiés comme suit:

« **Art. 6. (premier alinéa).** La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.»

« **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.»

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique ou soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M. Delfosse, J.-J. Bernard, N. Gautier, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 novembre 2007. Relation: EAC/2007/13884. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001754/239/119.

(070173360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Galerie d'Art Recto Verso S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 9B, avenue Dr Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 99.491.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rodange, le 14 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008002154/2065/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03983. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Gurung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 8, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 98.568.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008002146/5074/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05593. - Reçu 107 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Metalica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 101.889.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 septembre 2007

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de W.M.A., WORLD MANAGEMENT ASSISTANCE, S.à r.l., avec siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 65.434 de ses fonctions de commissaire aux comptes.

L'assemblée décide de nommer la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., avec siège social à L-4276 Esch sur Alzette, 14, rue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 131.410 aux fonctions de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2010.

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de Monsieur Pletschette François, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch sur Alzette, de ses fonctions d'administrateur.

L'assemblée décide de nommer Monsieur Francis Romano, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch sur Alzette, aux fonctions d'administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2010.

Esch-sur-Alzette, le 18 septembre 2007.

N. Meisch / L. Weber / F. Pletschette

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Référence de publication: 2008001814/597/24.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2007, réf. LSO-CL01479. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

MMA INT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.189.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2007

La démission de Marc Muller, Administrateur a été acceptée. Tom Faber a été nommé Administrateur en son remplacement et son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2012.

Les mandats de Laurent Muller et Yvano D'Andrea, Administrateurs, et le mandat de KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., Commissaire aux Comptes sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes clôturés au 2012.

Par conséquent, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 se compose comme suit:

- Tom Faber, économiste, demeurant professionnellement à 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
 - Laurent Muller, employé privé, demeurant professionnellement à 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg,
 - Yvano D'Andrea, demeurant professionnellement à Viale Verbano 7, CH-6602 Muralto, Locarno.
- Le commissaire aux comptes nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012 est:
- La société KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., ayant son siège social à 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
MMA INT S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008001821/717/27.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03476. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Truth 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 131.259.

In the year two thousand and seven, the twenty-third of October at 11:15 a.m..

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

There appeared:

TRIEF CORPORATION S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 50.612 (the «Sole Shareholder»),

duly represented by Mr Jean-Yves Hémerly, residing in Luxembourg, by virtue of the minutes of the Board of Directors passed in Luxembourg, on 31st August 2007.

An extract from these minutes, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of TRUTH 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 131.259 (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner on 9 August 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2250 dated 9 October 2007.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to reduce the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), in order to reduce it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) down to zero euro (EUR 0.-) through the cancellation of twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

As a result of such capital reduction of twelve thousand five hundred (12,500) shares, all the shares of the Company held by TRIEF CORPORATION S.A., pre-named, are cancelled.

The amount due to TRIEF CORPORATION S.A. as a result of the cancellation of the twelve thousand five hundred (12,500) shares shall result in a claim of TRIEF CORPORATION S.A. against the Company, amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

Second resolution

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company from its current amount of zero euro (EUR 0.-) up to an amount of four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty euro (EUR 403,759,560.-) through the issuance of four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty (403,759,560) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

The new shares have been subscribed as follows:

1. Ninety-one million nine hundred eighty-six thousand one hundred twenty (91,986,120) new shares have been subscribed by WENDEL, a société anonyme incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 89, rue Taitbout, 75009 Paris, registered with the Paris Registre du Commerce et des Sociétés with company registration number 572 174 035 RCS Paris (hereafter WENDEL), represented by Mr Jean-Yves Hémerly, previously named,

for a total consideration of two hundred fourteen million six hundred thirty-four thousand two hundred eighty euro (EUR 214,634,280.-), allocated as follows: ninety-one million nine hundred eighty-six thousand one hundred twenty euro (EUR 91,986,120.-) has been allocated to the share capital and one hundred twenty-two million six hundred forty-eight thousand one hundred sixty euro (EUR 122,648,160.-) has been allocated to the share premium.

2. Two hundred forty-nine million three hundred seventy thousand one hundred forty (249,370,140) new shares have been subscribed by «Poincaré Participations», a société anonyme incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 89, rue Taitbout, 75009 Paris, registered with the Paris Registre du Commerce et des Sociétés with company registration number 380 102 608 RCS Paris (hereafter «Poincaré Participations»), represented by Mr Jean-Yves Hémerly, previously named, for a total consideration of two hundred fifty-seven million eighteen thousand five hundred forty-four euro fifty-nine cents (EUR 257,018,544.59), allocated as follows: two hundred forty-nine million three hundred seventy thousand one hundred forty euro (EUR 249,370,140.-) has been allocated to the share capital and seven million six hundred forty-eight thousand four hundred four euro fifty-nine cents (EUR 7,648,404.59) has been allocated to the share premium.

3. Sixty-two million four hundred three thousand three hundred (62,403,300) new shares have been subscribed by «Sofu Participations», a société par actions simplifiée existing under the laws of France, having its registered office at 89, rue Taitbout, 75009 Paris, registered with the Paris Registre du Commerce et des Sociétés with company registration number 450 312 244 RCS Paris (hereafter «Sofu Participations»), represented by Mr Jean-Yves Hémerly, previously named, for a total consideration of one hundred forty-five million six hundred seven thousand seven hundred euro (EUR 145,607,700.-), allocated as follows: sixty-two million four hundred three thousand three hundred euro (EUR 62,403,300.-) has been allocated to the share capital and eighty-three million two hundred four thousand four hundred euro (EUR 83,204,400.-) has been allocated to the share premium.

The subscribed shares have been fully paid up through a contribution in kind consisting of:

- One million five hundred thirty-three thousand one hundred two (1,533,102) shares with a par value of one euro and twenty cents (EUR 1.20) held by WENDEL in «Bureau Véritas», a société anonyme incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 17 bis, place des Reflets - La Défense 2 - 92400 Courbevoie - France, registered with the Paris Registre du Commerce et des Sociétés with company registration number 775 690 621 («Bureau Véritas»), together with all rights and claims pertaining to such shares.

- Four million one hundred fifty-six thousand one hundred sixty-nine (4,156,169) shares with a par value of one euro and twenty cents (EUR 1.20) held by Poincaré Participations in Bureau Véritas, together with all rights and claims pertaining to such shares.

- One million forty thousand fifty-five (1,040,055) shares with a par value of one euro and twenty cents (EUR 1.20) held by Sofu Participations in Bureau Véritas, together with all rights and claims pertaining to such shares.

As a consequence of such contribution, 66.79% of the share capital of Bureau Veritas is owned by the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of such increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles of Incorporation which now reads as follows:

« **Art. 6.** The Company's share capital is set at four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty euro (EUR 403,759,560.-) represented by four hundred three million seven hundred fifty-nine thousand five hundred sixty (403,759,560) shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.»

Proportional capital duty exemption request

Considering that the second resolution concerns an increase of the subscribed share capital of a Luxembourg company through a contribution in kind consisting of shares of a company having its registered office in an EC Member State (the «French Company») and considering that after such capital increase, the Company is holding 66.79% of the shares previously held by the subscribers in the French Company, the Company refers to Article 4.2 of the law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, and requests the exemption on the proportional capital duty in connection with the contribution of the shares of the French Company to the Company.

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of the present deed are estimated at approximately at seven thousand euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-trois octobre à 11 heures 15.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

TRIEF CORPORATION S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.612 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, demeurant à Luxembourg, en vertu du procès-verbal du conseil d'administration fait à Luxembourg, en date du 31 août 2007.

Un extrait de ce procès-verbal, paraphé ne varietur par la mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de la société TRUTH 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.259, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 9 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2250 du 9 octobre 2007 (ci après la «Société»).

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital de la société, prend alors les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à zéro euro (EUR 0,-) par annulation de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

En conséquence de cette réduction de capital les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, l'ensemble des parts sociales de la Société détenues par TRIEF CORPORATION S.A., ci-avant nommé, sont annulées.

Le montant dû à TRIEF CORPORATION S.A. suite à l'annulation des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales résultera en une créance de TRIEF CORPORATION S.A. envers la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de sa valeur actuelle de zéro euro (EUR 0,-) à quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante euros (EUR 403.759.560,-) par l'émission de quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante (403.759.560) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Les nouvelles parts sociales émises sont souscrites comme suit:

- quatre-vingt onze millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent vingt (91.986.120) nouvelles parts sociales ont été souscrites par la société WENDEL, une société anonyme constituée et régie selon les lois françaises, ayant son siège social au 89, rue Taitbout, 75009 Paris, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035 RCS Paris (ci-après WENDEL), ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, prénommé, pour un montant total de deux cent quatorze millions six cent trente-quatre mille deux cent quatre-vingt euros (EUR 214.634.280,-), dont quatre-vingt onze millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent vingt euros (EUR 91.986.120,-) ont été affectés au capital social et cent vingt-deux millions six cent quarante-huit mille cent soixante euros (EUR 122.648.160,-) ont été affectés à la prime d'émission;

- deux cent quarante-neuf millions trois cent soixante-dix mille cent quarante (249.370.140) nouvelles parts sociales ont été souscrites par la société «Poincaré Participations», une société anonyme constituée et régie selon les lois françaises, ayant son siège social au 89, rue Taitbout, 75009 Paris, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 380 102 608 RCS Paris (ci-après «Poincaré Participations»), ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, prénommé, pour un montant total de deux cent cinquante-sept millions dix-huit mille cinq cent quarante-quatre euros cinquante-neuf cents (EUR 257.018.544,59), dont deux cent quarante-neuf millions trois cent soixante-dix mille cent quarante euros (EUR 249.370.140,-) ont été affectés au capital social et sept millions six cent quarante-huit mille quatre cent quatre euros cinquante-neuf cents (EUR 7.648.404,59) ont été affectés à la prime d'émission;

- soixante-deux millions quatre cent trois mille trois cents (62.403.300) nouvelles parts sociales ont été souscrites par la société «Sofu Participations», une société par actions simplifiée, constituée et régie selon les lois françaises, ayant son siège social au 89, rue Taitbout, 75009 Paris, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 450 312 244 RCS Paris (ci-après «Sofu Participations»), ici représentée par Monsieur Jean-Yves Hémerly, prénommé, pour un montant total de cent quarante-cinq millions six cent sept mille sept cents euros (EUR 145.607.700,-), dont soixante-deux millions quatre cent trois mille trois cents euros (EUR 62.403.300,-) ont été affectés au capital social et quatre-vingt trois millions deux cent quatre mille quatre cents euros (EUR 83.204.400,-) ont été affectés à la prime d'émission;

Les parts sociales souscrites ont été entièrement libérées par un apport en nature constitué de:

- un million cinq cent trente-trois mille cent deux (1.533.102) actions ayant une valeur nominale d'un euro et vingt centimes (EUR 1,20) détenues par WENDEL dans la société «Bureau Véritas», une société anonyme constituée et régie selon les lois françaises, ayant son siège social au 17 bis, place des Reflets - La Défense 2 - 92400 Courbevoie, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 775 690 621 («Bureau Véritas»), et comprenant tous les droits attachés à ces actions;

- quatre millions cent cinquante-six mille cent soixante-neuf (4.156.169) actions ayant une valeur nominale d'un euro et vingt centimes (EUR 1,20) détenues par Poincaré Participations dans la société Bureau Véritas et comprenant tous les droits attachés à ces actions;

- un million quarante mille cinquante-cinq (1.040.055) actions ayant une valeur nominale d'un euro et vingt centimes (EUR 1,20) détenues par Poincaré Participations dans la société Bureau Véritas et comprenant tous les droits attachés à ces actions.

A la suite de cet apport 66,79% du capital social de Bureau Véritas est détenu par la Société.

Les documents justificatifs de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

Troisième résolution

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante euros (EUR 403.759.560,-) représenté par quatre cent trois millions sept cent cinquante-neuf mille cinq cent soixante (403.759.560) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Requête en exonération du droit d'apport proportionnel

Compte tenu du fait que la deuxième résolution concerne une augmentation de capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature des parts sociales d'une société de capitaux ayant son siège dans un Etat Membre de la Communauté Européenne (la «Société Française») et compte tenu qu'à la suite de l'augmentation de capital réalisée, la Société détient 66,79% des actions précédemment détenues par les souscripteurs dans de la Société Française, la Société requiert sur la base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, l'exonération du droit proportionnel d'apport concernant l'apport des parts sociales de la Société Française à la Société.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à approximativement sept mille Euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-Y. Hémerly, M. Schaeffer.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 octobre 2007. Relation: EAC/2007/13441. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008001753/239/200.

(070173339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

European Forest Resources (UK) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 128.417.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2008002156/242/13.

(070173426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Cadu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3620 Kayl, 60, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 22.067.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber

Notaire

Référence de publication: 2008002134/236/11.

(070173649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Sofirata S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 58.689.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002170/239/12.

(070173304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Truth 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 131.259.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002171/239/12.

(070173345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Truth 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 131.258.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002173/239/12.

(070173327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Adaptec Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 119.683.

—
EXTRAIT

Suivant une assemblée générale extraordinaire en date du 22 janvier 2007, NEW LUXCO S.à r.l, le gérant B de la Société a changé de dénomination, et porte désormais la dénomination suivante: DOMELS S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ADAPTEC LUXEMBOURG S.à r.l

MERCURIA SERVICES

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008001818/1005/18.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03803. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070173512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Carbo Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 108.538.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002183/239/12.

(070173624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

United Consumer Media Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.194.175.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 113.232.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Pour la société

Signature

Gérant

Référence de publication: 2008002184/3380/16.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03948. - Reçu 30 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070173399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Orion One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 116.839.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002185/239/12.

(070173640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Luxembourg Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 67.351.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2007.

Signature / Signature / Signature

Actionnaire 1 / Actionnaire 2 / L'Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008002191/2741/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05166. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Strewilux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9510 Wiltz, 3, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 103.174.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 19 décembre 2007.

FIDUCIAIRE ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2008002259/772/14.

Enregistré à Diekirch, le 13 décembre 2007, réf. DSO-CL00158. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070173753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Petroleum Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, Zoning Vulcalux.

R.C.S. Luxembourg B 50.560.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 19 décembre 2007.

FIDUCIAIRE ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2008002255/772/14.

Enregistré à Diekirch, le 13 décembre 2007, réf. DSO-CL00159. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070173747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

D'Rollenger Kleederkescht S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 201, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 39.503.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 19 décembre 2007.

FIDUCIAIRE ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2008002253/772/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2007, réf. DSO-CL00285. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070173745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Providence Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 107.946.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008002245/1211/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2007, réf. LSO-CK08415. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070173383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

H.R.O., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 61.630.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002174/239/12.

(070173364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Neways Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 121.151.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008002175/239/12.

(070173477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Rosetabor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 119.054.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 49781 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2008002164/211/11.

(070173643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2007.
